



**CONVENTION DE FINANCEMENT  
RELATIVE A UN PROJET ASSOCIATIF DANS LE DOMAINE SPORTIF  
AU TITRE DE L'ANNEE 2025  
RUGBY CLUB CANTON DE MONTREVEL EN BRESSE (RCCM) /  
COMMUNE DE MONTREVEL EN BRESSE**

VU le code du sport ;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU le rapport la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 31 mai 2023 « Evaluations des charges restituées dans le cadre du retour des subventions aux associations à caractère local et au collège par les communes du secteur de Montrevel-en-Bresse »

VU la délibération de la commune de Montrevel Approbation du rapport de la CLECT relatif à l'évaluation des charges correspondantes aux subventions de fonctionnement à destination des associations à caractères local et au collège du secteur de Montrevel en Bresse restituées aux 12 communes concernées en date du 25 septembre 2023 ;

VU la délibération du conseil municipal approuvant le montant de la subvention en date du 11 mars 2025

**ENTRE**

La commune de Montrevel-en-Bresse, représentée par son maire, Monsieur Jean-Yves BREVET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2020,

Ci-après dénommée « La Commune »,

**D'UNE PART ;**

**ET :**

Le Rugby Club Canton de Montrevel-en-Bresse, représenté par les co-présidents, Monsieur Arnaud PESTRE, dont le siège social est situé Place de la Résistance, 01340, Montrevel-en-Bresse,

Ci-après dénommé « Le R.C.C.M. »

**D'AUTRE PART ;**

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

Article 1<sup>er</sup> – Objet de la convention

Par la présente convention, le R.C.C.M. s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les actions conformes à l'objet social du club, dont le contenu est précisé dans l'annexe n°2 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Pour sa part, la commune s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces actions, y compris les moyens de fonctionnement qu'elles requièrent.

#### Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025, pour une durée allant jusqu'à la production du compte-rendu et à la réalisation de l'évaluation prévus aux articles 5 et 9.

#### Article 3 – Modalités d'exécution

Les annexes à la présente convention précisent :

- Le budget prévisionnel global des actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation (annexe 1) ;
- Projet du club RCCM 2025 (annexe 2).

#### Article 4 – Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est imputée au budget de la Commune.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de **43 500 euros**.

La subvention sera versée au compte du club selon les procédures comptables en vigueur.

#### Article 5 – Obligations comptables

Le R.C.C.M. s'engage :

- A fournir le compte-rendu financier des actions réalisées, signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> juillet 2026 ;
- A procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 9 ci-après.

Le R.C.C.M., s'il est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes ou s'il fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par ceux-ci dans les meilleurs délais.

#### Article 6 – Autres engagements

Le R.C.C.M. communiquera sans délai à la Commune, copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le R.C.C.M. en informera également la commune.

#### Article 7 – Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la commune, des conditions d'exécution de la convention par le R.C.C.M., et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### Article 8 – Contrôle

Le R.C.C.M. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la commune de la réalisation des actions objet de la présente convention notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la commune ou à sa demande, par les services de l'Etat, en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

#### Article 9 – Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la commune a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, fera l'objet d'un rendu par le R.C.C.M. à la commune au plus tard à la date de transmission du compte-rendu financier mentionné à l'article 5. Cette évaluation sera réputée validée, à défaut de demande par la commune d'éléments complémentaires dans le délai de trois mois après réception du document.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, sur les résultats (atteinte ou non des objectifs quantitatifs et/ou qualitatifs, difficultés rencontrées...) des actions réalisées et, s'il y a lieu, sur les prolongements susceptibles de leur être apportées dans le cadre d'une nouvelle convention.

#### Article 10 – Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 9.

#### Article 11 – Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### Article 12 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### Article 13 – Contestation

Tout litige intervenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention ou à l'occasion de l'interprétation de ses dispositions, fera l'objet d'une recherche de conciliation.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Lyon sera saisi.

Fait à Bourg en Bresse

Le

Pour la commune  
Le maire,

Pour le R.C.C.M.  
Le président,  
(signature précédée de la mention  
« Lue et approuvée »)

- Annexe n°1 : Budget prévisionnel global des actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation
- Projet du club RCCM 2025 (annexe 2).